

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
ORDINAIRE DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SIS  
A PARIS 15ème, 11 BIS RUE SEXTIUS MICHEL  
TENUE LE 29 MAI 1996

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE,  
et le vingt neuf mai à 18 H 30,

Les copropriétaires de l'immeuble sis à PARIS 15ème, 11 Bis Rue Sextius Michel,

Se sont réunis en assemblée générale ordinaire dans les bureaux du Cabinet HABERT, 23 Rue Jean-Jacques Rousseau à PARIS 1er, suivant convocation par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 10 Mai 1996.

La feuille de présence fait apparaître que *vingt* copropriétaires sur 10 sont présents ou représentés réunissant *vingt* / 1.000 èmes généraux. *vingt dix huit*

Il est alors passé à l'examen des questions figurant à l'ordre du jour :

1- constitution du bureau

sont nommés :

- Président : *Madame Lamirand*  
- Scrutateurs : *Madame Barry Madame Bafou*  
- Secrétaire : *Monsieur Habert*

M. HABERT remet au bureau de l'assemblée, la feuille de présence, les récépissés d'envoi recommandé des convocations.

M. le Président constate que l'assemblée a été régulièrement convoquée et peut délibérer.

2- examen et approbation des comptes de l'exercice 1995.-

Les comptes sont approuvés par *cinq cent soixante dix neuf.*  
/1.000 èmes généraux.

*Le numéro du code sera changé par D. Bafour  
et le nouveau numéro sera le 19730*

3- quitus au syndic de sa gestion.-

Quitus est accordé au syndic par *cinq cent soixante dix neuf*  
/1.000 èmes généraux,

4- renouvellement du mandat du syndic.-

Le mandat du syndic est renouvelé par *cinq cent soixante dix neuf*  
/1.000 èmes généraux,

pour une durée de une année qui expirera lors de l'assemblée appelée à statuer sur les  
comptes de l'exercice 1996.



5- fixation du budget 1996.-

Le budget 1996 est fixé à la somme de quatre vingt dix huit mille

savoir :

- charges générales : soixante dix neuf mille cinq cent francs
- charges ascenseur : dix huit mille cinq cent francs

et voté par cinq cent soixante dix neuf /1.000 èmes généraux.

Ce budget sera valable jusqu'à l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1996 et sera appelé par le syndic, par quart, jusqu'à cette date.

6- conseil syndical.-

Le conseil syndical est renouvelé dans son ensemble savoir :

Homme ou Madame Bamy  
Homme ou Madame Bafou  
Madame Hennier-Bouchon  
Homme Dinch.

Résolution adoptée par 579/1000 èmes

7- installation d'un système de télésurveillance REM dans l'ascenseur.-

Cette résolution est approuvée à l'unanimité des membres présents ou représentés concernés par cette disposition.



8- remise en état de la porte intérieure et pose d'un code sur celle-ci.-

L'assemblée donne son accord de principe sur cette amélioration mais se réserve d'en examiner l'ensemble des conditions lors d'une prochaine assemblée

Donner Dink ayant donné son accord de principe sous réserve impérative que la porte d'entrée soit modifiée de telle sorte que l'on puisse voir le hall d'entrée de l'extérieur

Demande des devis à l'entreprise Pasque pour pose du Code et éclairage du hall.

9- questions diverses.-

Faire une étude chiffrée de la pose d'une antenne parabolique collective et d'une antenne parabolique individuelle.

Faire lettre recommandée à Nadann Alvarez d'avoir à effectuer son service elle-même sans utilisation de remplaçants

Donner des d'effectuer le ménage le vendredi au lieu du Samedi et de remplacer les ampoules

Faire vérifier la bonne vacuité des chaudières à vapeur et eaux usées et leurs ventilations hors combles car des odeurs se manifestent dans certains appartements

Il est rappelé aux occupants de l'immeuble de ne pas marcher avec des chaussures boueuses sur les parquets non recouverts de tapis.



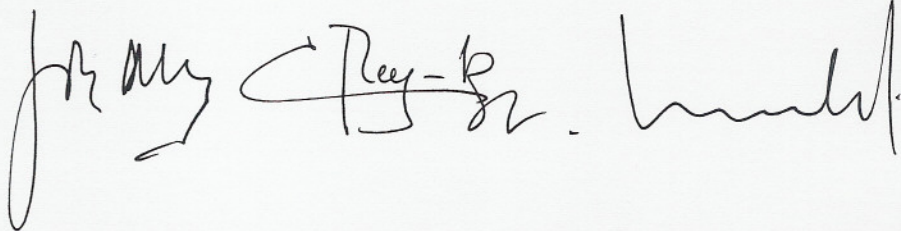
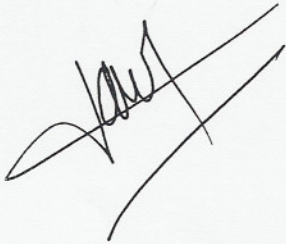
Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 20, 30 Heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire



Paris, le 23 Juillet 1996

Conformément à l'article 42 de la loi du 10 juillet 1965, nous vous précisons que les actions ayant pour objet de contester les décisions des assemblées générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les copropriétaires opposants ou défaillants, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification des dites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic dans un délai de deux mois à compter de la tenue de l'assemblée générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'assemblée générale en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa.